



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

LUNDI 29 AVRIL 1974
NUMERO 6 - 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

FAUDRA-T-IL RETROUSSER NOS MANCHES ?

« Il est absurde de nous prêter l'intention de submerger la gauche au pouvoir d'un flot de revendications et d'exigences irréalistes qui risqueraient de compromettre cette expérience. » C'est Georges Séguy qui a fait cette déclaration à la presse vendredi ! Il sortait de chez François Mitterrand... Quelques heures avant, devant les employés des Finances, il avait dit : pas de « revendications démagogiques » qui mettraient en péril un gouvernement Mitterrand. Déclaration diversement accueillie...

Ce ton-là n'est pas sans rappeler de mauvais souvenirs : elles ne sont pas si loin les années d'après-guerre où les dirigeants du PCF, alors membres du gouvernement de De Gaulle, appelaient les travailleurs à « retrousser leurs manches » et fustigeaient la grève, « arme des trusts ». Les temps ont changé ; mais le langage est presque le même.

Voilà des gens qui expliquent que seul 1 % des usines sera nationalisé ; qui confirment eux-mêmes que 87 % de la population active continuera à travailler dans le secteur privé, et qui demandent d'ores et déjà aux travailleurs de prendre garde aux revendications à avancer. Mieux : ils parlent maintenant de « participation » comme Séguy, ou « d'établissement de normes contractuelles par branche », comme Rocard.

Mais posons-nous la question : qui décidera si telle ou telle revendication est « démagogique » ? Les 1500 F minimum que la CGT avançait il y a encore un mois le sont-ils devenus, puisqu'ils ont fait place à 1200 F ? Les 40 heures, sera-t-il jugé démagogique de les réclamer tout de suite et non dans quinze mois ? Oui, qui décidera si demain par exemple les ouvriers d'une entreprise dont la direction multiplie sabotages et trafics réclament la nationalisation ?

Que la droite s'en aille, c'est une bonne chose, c'est d'ailleurs pourquoi nous voterons pour François Mitterrand au second tour. Mais s'il passe, nous savons que dans l'écrasante majorité des usines, les patrons resteront en place. Il n'y a aucune raison de leur faire confiance. C'est en menant *contre eux* la lutte jusqu'au bout que les travailleurs assureront leurs conquêtes, et se donneront les moyens de mettre fin à l'exploitation capitaliste. Pas en cherchant à les apprivoiser.

LA BOURGEOISIE JOUÉ GISCARD.

La chute de Chaban, marque la fin du gaullisme



CE SOIR AU PALAIS DES SPORTS

(20 H 30)

(PORTE DE VERSAILLES)

MEETING DU FRONT COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

avec : A. Krivine
D. Bensaïd
D. Kamel
Philippe-Pierre Charles
(du GRS)

la bourgeoisie choisit Giscard d'Estaing

UNE DROITE DE TROP



● Quinze jours après le début de la campagne, à une semaine du premier tour, il devient nécessaire et possible de faire le point. De sondage en sondage, Chaban dérape et décroche. Il a beau se dépenser, se multiplier, Giscard s'impose comme le candidat de la bourgeoisie face à Mitterrand au second tour. Coup de hasard ? Puissance télégénique du ministre des Finances ? Poids des arguments chiffrés ? Les vraies raisons sont beaucoup plus profondes.

On distingue à grands traits deux types de « démocraties » bourgeoises, parlementaire et présidentielle. Dans la démocratie parlementaire, le gouvernement est désigné par les députés et responsable devant eux ; en cas de conflit, le gouvernement peut en revanche dissoudre le Parlement et recourir à des élections générales ; le président ou le roi n'a qu'un rôle politique effacé derrière le pouvoir réel du gouvernement, comme c'est le cas en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie, en Suède, en Belgique.

Dans un régime présidentiel, dont les Etats-Unis constituent l'exemple classique, l'intégralité du pouvoir exécutif revient au chef de l'Etat : le président élu au suffrage universel nomme les ministres qui ne sont responsables que devant lui. Mais il n'a pas le pouvoir de dissoudre le Parlement qui fait les lois ; c'est aussi pourquoi un régime présidentiel solide suppose l'existence d'un grand parti bourgeois parlementaire, capable d'appuyer dans son domaine la politique du président.

UN REGIME BATARD

En France, le gaullisme n'a pas tranché entre ces deux systèmes. Il a instauré un régime d'exception. La démocratie parlementaire était paralysée par le morcellement des intérêts bourgeois, par l'affrontement de groupes de pression d'autant plus nombreux que la petite-bourgeoisie rurale ou commerçante avait en France de solides et profondes racines. Mais si le referendum de 62 établit l'élection du président de la République au suffrage universel, ce président n'en conserve pas moins le pouvoir de dissoudre l'Assemblée, de légiférer

par décrets et ordonnances, de modifier la Constitution par referendum sans consulter les Assemblées. C'est la forme gaulliste de l'Etat fort, avec son cortège d'arbitraire et d'abus de pouvoir. Mais cette forme ne pouvait être que transitoire.

Et c'est pourquoi la bourgeoisie se retrouve dans ces présidentielles avec deux droites, une de trop.

Chaban prétend incarner la continuité du gaullisme, de son « esprit de rassemblement » au dessus et contre les partis. « Ce que nous, gaullistes, nous appuyons, c'est cette notion de rassemblement au-dessus de la droite et de la gauche. C'est l'heure du rassemblement qui sonne, comme en 40, comme en 44, comme en 58. Je suis l'homme du rassemblement » insistait-il samedi à Chelles.

Seulement voilà, l'UDR n'est plus un rassemblement. De recul en défaite, elle est tombée au rang de parti parlementaire parmi d'autres, et moins homogène que les autres. Chaban voudrait donner à ce rassemblement une couleur populaire, grâce aux thèmes de la participation et de la nouvelle société, dans la tradition de l'intéressement aux bénéfices instituée par De Gaulle. Seulement voilà, les appâts de la collaboration de classes, du corporatisme gaulliste, deviennent de plus en plus maigres, les contrats de progrès de plus en plus vides, au fur et à mesure que l'euphorie expansionniste des années 60 fait place à une concurrence et à des difficultés accrues.

Chaban se veut enfin le défenseur des institutions de la Vème République. Seulement voilà, il s'agit d'un régime bâtard, en équilibre instable, pour lequel la continuité est impossible. Pompidou l'avait compris et s'était auto-proclamé héritier de De Gaulle pour remplir préventivement un vide. Il l'a mal rempli et, se sachant condamné, il n'a pourtant pas pu assurer sa succession. Chaban remplirait encore plus mal la place de l'homme providentiel laissée vacante par De Gaulle.

GISCARD PLUS ADEQUAT...

C'est pour cet ensemble de raisons que Chaban perd du terrain. Il incarne une solution de plus en plus inadéquate aux yeux de la bourgeoisie. Et s'il continue à se battre avec acharnement, c'est aussi qu'il représente la clique de politiciens, d'aigrefins, de menus parasites engraisés dans le sillage du gaul-

lisme, nourris dans l'ombre du pouvoir et qui supporterait mal de s'en voir écartée.

Dans ses meetings, Chaban fait huer Giscard. Il y a de la haine dans ces réunions. A Provins, samedi, Chaban attaquait encore : « On s'est déclaré pour le régime présidentiel auquel se sont toujours opposés le général de Gaulle et M. Pompidou ». Le fait est que Giscard annonce la réduction à 5 ans du mandat présidentiel et qu'avec sa « nouvelle majorité », il veut jeter les bases d'un grand parti conservateur qui fait défaut. Il ne propose pas de contrats de progrès et une politique axée sur la collaboration de classes quand il sait la situation économique propice à l'intensification des affrontements de classes. Il prétend plutôt regrouper sous l'aile de la grande bourgeoisie les secteurs apeurés de la petite et moyenne bourgeoisie, des possédants en tout genre, allier les poussières d'humanité apeurées et conservatrices, par un habile saupoudrage électoral.

Chaban menace : « On voit la France menacée d'être séparée en deux camps hostiles l'un à l'autre, deux camps qui mèneront le pays à une impasse, avec des troubles sociaux dans les entreprises et dans la rue ». Et d'évoquer le spectre de mai 68. Giscard, lui, sait ces affrontements inévitables et veut regrouper les forces capables de s'y préparer. Ce n'est pas par hasard que la droite traditionnelle, y compris les petits nazis d'Ordre Nouveau, les Soustelle, les Brigneau, les Bachaga Boualem, ont rallié sa bannière.

Dans la période qui s'ouvre, Giscard servira plus efficacement la bourgeoisie que Chaban. C'est pourquoi il sera le 19 mai son champion face à Mitterrand. Revers de la médaille : le masque social de Giscard est plus léger, l'ennemi de classe est plus facilement identifiable en lui. Et cela peut se traduire, y compris sur le terrain électoral, au bénéfice de Mitterrand.

MISERE ET GRAND TROUBLE

UN MALAISE

Pourquoi tout à coup, tant de sollicitude ? C'est que le malaise est grand parmi les cadres. Malaise politique et « économique » tout à la fois. Visitant une base navale au début de l'année, le Secrétaire d'Etat à la Défense nationale, Achille Fould se vit apostrophé d'un assez peu protocolaire « ça pourrait aller mieux M^r le Ministre ! » par un officier marinier. Un symbole.

Bref, le mariage de raison de l'encadrement et de la Vème République, déjà assombri par bien des orages, pourrait bien foutre le camp complètement, cette fois-ci ! D'autant plus que les cadres s'estiment vraiment traités comme des parents pauvres par un Etat ingrat. D'où les risettes de Chaban et Giscard, d'où la surenchère du haut encadrement...

Ce qui est amusant, c'est qu'un colonel qui gagne 6.500 F par mois et s'en plaint, un capitaine 3.600 et réchigne, un sous-lieutenant célibataire 2.200 et crie famine ne s'indignent pas trop de ce qu'un bidasse gagne 1,75 F par jour... Pardon, 2 F depuis le 26 avril.

GIBIER ELECTORAL

A coup sûr, le PS a compris qu'au-delà d'un gibier électoral passager, il y avait dans cette situation de rogne et de trouble politique profond, gros à chasser parmi les officiers d'active : une frange substantielle de cadres « démocrates », écoeurés, en rupture de gaullisme, capable demain, s'il le faut d'opposer au sein même de l'armée, un « contre-pouvoir » aux Bigeard, Beauvallet, Joybert ou autres partisans éventuels de la manière forte contre l'union de la gauche au pouvoir. Ce projet n'est pas nécessairement voué à l'échec, dans l'immédiat. Mais ce qui est absurde, c'est de se figurer que de cette manière, on barre la route aux Pinochet...

● Les cadres de l'armée française sont aujourd'hui l'objet de toutes les attentions.

Il y a quelques temps, le général Maurin, chef d'état-major des armées, proposait tout de go une augmentation des soldes mensuelles de 1000 F pour les officiers, 500 F pour les sous-officiers et 300 F pour les engagés. Ils n'y va pas par quatre chemins, le général...

D'ailleurs, ceux qui d'habitude poussent les hauts-cris quand des grévistes réclament 200 F pour tous, n'ont pas hurlé à l'assassinat en entendant les « revendications » de Maurin. Curieux.

ACCES DE TENDRESSE

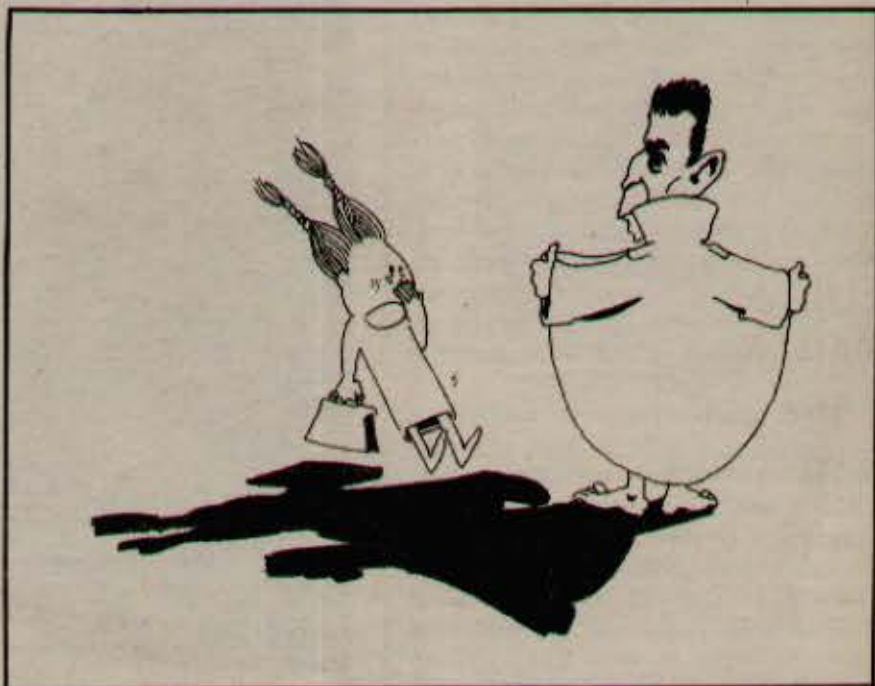
Et puis, voilà Giscard et Chaban terrassés à leur tour par un brusque accès de tendresse pour « nos excellents officiers ». Revalorisons la condition militaire ! s'exclame Giscard à Montpellier en conclusion d'une belle envolée où, rapatriés, producteurs de pommes et poires et viticulteurs se voient promettre la manne pour demain. « Il faut donner aux militaires les compensations morales et matérielles qui leur reviennent, dont le logement », rétorque Chaban à Brest, toujours prêt à renvoyer la balle.

Cela vous paraît encore maigre ? Rassurez-vous, entretemps la CORAN et le PS n'ont pas chômé et poursuivent tambour battant leur campagne contre la « dévalorisation continue de la condition militaire » (coucou, Giscard !), pour « réconcilier l'armée et la nation » et ce faisant, « combler le fossé qui a sciemment été creusé par le régime entre le peuple et son armée ». (« l'Unité » du 26.4.74).

Royer, une candidature qui branle dans le manche

● Notre comique national vient de démentir son éventuel retrait. C'est de sa candidature qu'il s'agit. Ouf ! Ses partisans avaient un instant tremblé qu'il commette un avortement public. Nous risquons néanmoins d'être frustrés d'un talent aussi inénarrable qu'involontaire puisqu'il annule une partie de ses meetings, se réservant (on s'en doutait) pour ses amis. Mais, déjà des protestations indignées s'élèvent contre les « agissements des groupuscules » (plusieurs milliers de gauchistes non casqués nous apprend « le Monde » et horreur, une paire de nénés au vent) qui troublent les représentations de l'archange. René Andrieu, dans « l'Humanité », François Mitterrand, Michel d'Ornano soutien de Giscard, et un communiqué officiel de l'UDR et le Pen, réalisant une véritable réconciliation nationale tant souhaitée par le Maire de Tours, n'ont pas hésité à braver le ridicule en protestant contre ces « atteintes à la liberté d'expression ».

René Andrieu et Mitterrand auraient-ils oublié que Royer a fermé une maison des jeunes qui avait projeté « Le Cuirassé Potemkine », dissout la « Compagnie théâtrale de la Loire » et interdit une exposition de photos ? Auraient-ils oublié qu'en 1973, il refusa de négocier avec le comité de grève démocratiquement élu de l'hôpital de Tours qui réclamait l'augmentation des effectifs ? Auraient-ils oublié que Royer a favorisé l'implantation de la C.F.T. chez le personnel des communaux et dans celui des transports urbains ? Le soutien apporté à Royer par Isorni, avocat de Pétain et par Tixier-Vignancourt leur serait-il passé inaperçu ? Belle cohorte vichyste de défenseurs de la liberté ! Royer récolte ce qu'il mérite. Pas de liberté pour un ennemi de la liberté.



Royer, défenseur du travail féminin à mi-temps

● C'est pour permettre aux femmes de « concilier leurs devoirs de travailleuses » avec ceux d'épouse et de mère, que Royer demande pour elles le « travail à mi-temps ». « Rien ne remplace une mère pour la formation du caractère pour situer l'enfant face à l'adulte et à la société ». Déclaration du 26 avril à France-Inter.

C'est ainsi, que le « travail à mi-temps » devient un moyen « moderne » de CONSERVER le rôle traditionnel des femmes et de la famille patriarcale. Il maintient les femmes en MARGE de la VIE SOCIALE avec un STATUT « A PART » DANS LE TRAVAIL. Le travail à mi-temps renforce la « pénalisation »

professionnelle des femmes. Il entretient leur sous-qualification et leur sous-emploi. Enfin, il ne permet pas aux épouses et mères de sortir d'un statut de dépendance économique et sociale. Nous refusons d'être les seules à assumer les charges de la vie familiale.

Nous demandons pour tous, hommes et femmes, des heures d'absence payées quand nos enfants sont malades.

Nous demandons des équipements collectifs qui permettent à nos enfants AUSSI d'avoir UNE VIE SOCIALE.

Les enfants comme les femmes refusent leur asservissement mutuel dans le cadre PRIVE de la famille.

LES TONTONS FLINGUEURS

Les Tramoni au petit pied, c'est pas ce qui manque à l'U.D.R.. Témoin ce Marjollet qui, à Beauchamp (95) s'est amusé à faire un carton sur la voiture de sympathisants de Rouge

Dans la nuit du 24 au 25 avril, des nervis godillots prenaient pour cible la voiture de camarades. (cf. « Quotidien Rouge » N° 5).

Marjollet, le militant de l'UDR qui a tiré à la carabine contre des militants du comité 95 de soutien à Alain Krivine a été déféré au Parquet de Pontoise et placé sous mandat de dépôt. Il doit être jugé le 9 mai.

Le comité de soutien mène une campagne pour la dissolution des bandes armées et des polices parallèles, et participe à un comité unitaire anti-fasciste.

On sait maintenant plus précisément ce qui s'est passé : après être monté chez lui chercher une carabine, le supporter de Chaban, s'est dissimulé dans un jardin pour guetter le passage de nos camarades sur lesquels, il a ouvert délibérément le feu. Il n'y a pas eu de blessé, mais les impacts de balle sont visibles sur les véhicules, une balle a traversé l'aile arrière gauche d'une des deux voitures pour aller se ficher dans la portière avant droite.

Après des dizaines d'autres — dont certaines « réussies » — une nouvelle tentative de meurtre à inscrire au compte de la nouvelle société.



Ci-dessus l'impact de deux balles d'un gros calibre, manifestement destinées au conducteur.

la fusillade de Puteaux



UNE AFFAIRE EXEMPLAIRE

Un verdict exemplaire : Pierre Debrossard, l'auteur des coups de feu qui, le 27 février 1971, tuèrent à Puteaux le colleur d'affiches Salah Kaced, est condamné à trois ans de prison. Une formalité.

Une procédure exemplaire : les criminels ont été jugés par la XVIème Chambre Correctionnelle, alors que pour un meurtre, ils relevaient de la Cour d'Assises. Par quel miracle ? Tout simplement parce que la police et la justice ont considéré qu'ils étaient coupables de « coups et blessures volontaires, et violences avec port d'armes ». Il n'y a jamais eu de mort à Puteaux, Salah Kaced est mort de mort naturelle.

Une célérité exemplaire : il aura fallu plus de trois ans à la justice pour se prononcer.

Une neutralité exemplaire de la justice : pendant toute la durée du procès, des pressions contre les témoins de la fusillade s'exercent. Affirmations, rétractations, c'est le lot de ce genre d'affaires troubles. Par exemple, citons les déclarations d'un inculpé : « Le juge d'instruction m'avait demandé de choisir entre deux alternatives : ou déclarer être colleur d'affiches et ne pas être inculpé, ou déclarer « être de protection », alors je serai inculpé de port d'armes de la 5ème catégorie (bâton). J'ai choisi, à la question du juge, d'être déclaré colleur d'affiches, alors je croyais ne pas être inculpé, je ne comprend pas pourquoi j'ai été convoqué ici ».

On se le demande en effet.

lettre du CAP à Poher

Vincent RECCO c'est ce jeune homme mort dans la nuit du 17 au 18 mars, dans les locaux de la P.J. de Marseille. Une mort qu'il aura fallu quatre jours à annoncer, et dont l'explication — un oedème pulmonaire — n'a pas satisfait les parents qui viennent de porter plainte.

Le Comité d'action des prisonniers (1) (C.A.P.) vient d'adresser une lettre à Poher au sujet de ces morts dans les commissariats.

1115, rue des Trois-Frères, Paris 18^e

Monsieur Poher
le 25 avril 1974
Président de la République
Palais de l'Élysée
75008 - PARIS

Vous êtes président pour presque trois semaines encore. Vous avez le temps de nettoyer pas mal de choses, de montrer que vous n'êtes pas vendu à votre fonction, puisque de toutes manières vous allez devoir la quitter au profit peut-être d'un fumier qui exploitera durant sept ans la naïveté des Français.

L'objet de cette lettre, c'est qu'un homme, Vincent RECCO, un travailleur, un de plus, vient de mourir dans les locaux du commissariat de Marseille. Il avait 22 ans. Diagnostic officiel : oedème pulmonaire aigu.

La liste s'allonge. Monsieur Poher. Il y a eu Thévenin, Diab, la petite Malika, Patrick Mirval, et bien d'autres. Toujours des gens d'origine modeste. Aujourd'hui, c'est RECCO. Et demain qui assassinera-t-on dans les commissariats et les prisons de ce régime où seuls les riches ont le droit de vivre ?

On en a assez, Monsieur Poher, de mourir à l'usine, tués par les patrons, dans les commissariats, torturés par la police et dans les prisons « rééduqués » par les gardiens.

Il y a trop d'oedèmes pulmonaires dans les locaux de la police et dans les prisons...

les fascistes au service de Giscard

EN FLAGRANT DELIT

ELIE KAGAN TABASSE PAR LES BARBOUZES DE GISCARD

Vendredi 26. Débat à Europe 1 entre François Mitterrand et Giscard d'Estaing. Elie Kagan, photographe de presse, prend des clichés de l'entourage du Ministre des Finances. Il est aussitôt entouré par une dizaine de nervis qui se mettent à le tabasser. Il ne s'en tirera bien que grâce à l'intervention d'autres journalistes.

Pourquoi, ces messieurs étaient-ils si chatouilleux ? Parce qu'après les révélations du « Canard enchaîné » sur la composition du service d'ordre de Giscard (anciens d'Ordre Nouveau), ces gens n'aiment pas être pris en photo. Image de marque du candidat et sécurité oblige. On les comprend.

Brigneau, dirigeant d'Ordre Nouveau, rédacteur en chef de « Minute », dirigeait personnellement le S.O.



BRIGNEAU, ex-collabo, à la tribune d'un meeting du Front National avec son ex-collabo Le Pen



contrôlant les cartes de journalistes à l'entrée du studio d'Europe 1, jeudi dernier, lors du débat Giscard-Mitterrand.



et du gérant le service d'ordre de Giscard qui a tabassé Elie Kagan. La nouvelle majorité n'a pas de nouvelles.

LES POLICES PARALLELES CONTINUENT

Le 27 avril, les locaux de l'UD des Alpes Maritimes de Force Ouvrière ont été mis à sac : armoires forcées et vidées de leur contenu, tiroirs renversés, etc.

Les agences de presse parlent de « vandales ». Qu'en savent-elles ? Qui dit que ce ne sont pas les mêmes visiteurs du soir que ceux qui ont dérobé les fichiers de la CGT à Chatelleraut ? Le temps presse pour compléter les fichiers...

Le 28 avril, deux coups de feu ont été tirés contre une vitrine de l'immeuble du PCF à Paris, place du colonel Fabien. Acte individuel ? Coup de semonce des bandes parallèles ? La nouvelle société sent de plus en plus la poudre.

MOUVEMENT DE LA PAIX

Le Mouvement de la Paix a envoyé le 27 avril un télégramme à l'ambassade du Chili en France pour « obtenir de la junte chilienne l'annulation du verdict scandaleux » qui vient de condamner à mort 5 militants socialistes.

Au fait, si Mitterrand vient au pouvoir, rompra-t-il les relations diplomatiques avec le Chili ? Renvoiera-t-il chez lui l'ambassadeur fasciste Villareal ?

« RECHERCHE »

Félix Guattari, directeur de la revue « Recherches », a comparu samedi devant la XVIIème Chambre Correctionnelle de Paris pour « outrages aux bonnes mœurs » après la publication en avril d'un dossier sur l'homosexualité. C'est le Parquet qui a porté plainte, car il ne peut admettre des « expressions de nature à heurter violemment la pudeur des lecteurs » !

C'est Royer qui doit être content.



TOUT LE MONDE IL EST PAS BEAU TOUT LE MONDE IL EST PAS GENTIL

Samedi soir, Alain Krivine passait devant le « Grand Jury » de RTL. Dans le grand studio de la rue Bayard, les camarades du Front Communiste Révolutionnaire qui accompagnaient Alain ont pu voir de près le petit monde qui fait la grande politique. Autour des petits fours et du champagne du buffet tournoyaient le cercle affairé des représentants des candidats bourgeois, papotant sur le dernier sondage. Dans le genre étudiant en veste de velours, le représentant de Chaban, Tazemas, et sa cour de jeunes énarques en quête de situation, ou de président. Le président des jeunes Républicains Indépendants (eh oui, ça existe !) donne dans le musclé et le battle dress. Après quelques échanges de bon aloi, tout ce petit peuple va s'asseoir aux mezza-

nines, face à Krivine et au meneur de jeu, J. Carlier.

D'emblée, Alain montrera qu'il n'entend pas jouer le petit jeu. Pour les révolutionnaires, les media mises à leur disposition par la bourgeoisie le temps d'une campagne sont une tribune, pas un salon mondain. Pas question d'oublier, l'espace d'une émission, le fossé ou la barricade qui sépare les deux camps, celui de la bourgeoisie et le nôtre. Ainsi, Krivine refusera de répondre à la question du chabaniens Tazemas sur l'attitude du PCF et de la CGT à l'égard des révolutionnaires. Ces questions de démocratie ouvrière se discutent et se règlent au sein du mouvement ouvrier. Quand l'adjoint de Royer prononce le mot terroir, Krivine répond Pétain et aux tremolos xénophobes : je suis Juif !

Le représentant de Le Pen, genre Royer à lunettes, tente d'amener dans un flot de bafouillis, le débat sur la diversité des courants du marxisme : la réponse claqué, sèche, brève : on ne discute pas avec les suppôts de Pinochet, avec les complices de ceux qui torturent Van Schowen, Corvalan et Vitale. Ce n'est pas sur les ondes que Le Pen doit attendre notre réponse. C'est dans la rue, le 21 juin, que d'avance les révolutionnaires avaient répondu

à l'apprenti führer. Une émission de radio, comme un procès, est avant tout un combat politique. Comme un procès, il peut y avoir des émissions de rupture. Samedi soir, au grand jury de RTL, tout le monde il était pas beau, tout le monde il était pas gentil.

BRISER LE CADRE

■ Samedi 27 avril, notre camarade Alain Krivine dénonçait à la télévision la gabegie capitaliste et la « timidité » de Mitterrand face à Chaban et à Giscard.

Il faut savoir qu'aujourd'hui en France, 20 % des capacités de production, en moyenne, sont inutilisées. Il y a 700.000 chômeurs qui ne demandent qu'à être productifs. Il y a une pléthore de parasites sociaux (actionnaires, flics, officiers, surveillants divers, bureaucrates...) qu'un pouvoir ouvrier mettrait au travail et ça leur ferait du bien !

De même, les sciences et les techniques sont soumises aux besoins du patronat. Des possibilités fantastiques sont laissées en friche, parce que « non rentables » !

N'en déplaise à Chaban-Giscard : changer la vie, aujourd'hui, C'EST MATERIELLEMENT POSSIBLE. Les ressources existent, mais on ne peut en DISPOSER !

Or, le plan économique de Mitterrand ne touche pas au profit : le secteur capitaliste privé continuerait à contrôler :

- 86 % de la production intérieure brute
- 87 % de la population active
- 55 % de l'investissement industriel.

Au sein du secteur privé, le poids des grands monopoles resterait prépondérant : Peugeot, Citroën, Hachette, Shell France, Pannaroya, Michelin et des dizaines d'autres sociétés multinationales continueraient à prospérer.

Par leur concurrence, elles continueraient à déterminer et la production et les conditions de travail des entreprises nationalisées. Aujourd'hui déjà, Dreyfus ne se prive pas d'expliquer aux travailleurs de Renault qu'il ne peut leur concéder davantage sous peine de se voir coulé par Peugeot !

En fait, le grand capital resterait maître de l'investissement.

De tout cela, Mitterrand se flatte.

Ce ne sont pas les objectifs du programme commun qui sont utopiques ! Ce qui est utopique c'est de prétendre réellement changer la vie des travailleurs sans expliquer que les ressources nécessaires, qui existent, ne pourront être réellement prises qu'en brisant le cadre du système capitaliste.

La réalité c'est que vouloir marier le profit des patrons et la satisfaction des revendications des travailleurs, c'est vouloir marier l'eau et le feu.

Cela, tous les bourgeois le savent !

Alors, pourquoi le cacher aux travailleurs ?

Certes, Mitterrand, comme Blum, veut être le gérant loyal du capitalisme. Et nous ne serons pas surpris si demain, devant une nouvelle Chambre, il élargit très loin à droite son gouvernement.

Mais les autres, ceux qui disent qu'ils veulent aller au socialisme, qui croient-ils tromper ? Croient-ils que les patrons seront dupes ?

meetings meetings meetings meetings meetings

LUNDI 29 AVRIL

Le Puy 20 h 30
Salle Voltaire (Bourse du Travail)

Carcassonne 20 h 00

13-Marseille 20 h 00
Quartier Nord Maison des Jeunes de
Campagne Levêque

33-Bordeaux 20 h 30
Salle St Augustin à
St Augustin
« La Santé malade du Capital »

Boulogne-sur-Mer 20 h 30
Coliseum

MARDI 30 AVRIL

92-Rueil 20 h 00
Ecole Jules Ferry
« Les luttes ouvrières »

59-Lille 20 h 30
avec Alain Krivine
Salle de la Marbrerie Fires

33-Bordeaux 20 h 30
avec Gérard Filoche
Etablissement Mun - Grand Parc
Cité Grand Parc

13-Aix en Provence 20 h 30
avec Yves Salesse
Palais des Congrès

Metz 20 h 30
La Maison Rouge rue de Coët
Lossunnet
avec André Fichaut

MERCREDI 1er MAI

Limoges 20 h 30
avec Alain Krivine

dans le compte-rendu (« oubliant » de citer le GRS), à rapprocher de la prise de position des CDR de Lyon contre le passage d'Alain Krivine à la télé.

1500 participants dont de nombreux travailleurs de la SAVIEM ont assisté au meeting du FCR de Caen, le 25 avril. L'UD-CFDT avait mandaté un de ses militants pour poser à

Alain Krivine une question sur les Comités de Grève. Un long débat a eu lieu.

Alain Krivine, obligé de se rendre à l'émission de RTL samedi, n'a pu participer au meeting de Nantes. C'est devant plus de 1000 personnes que Gérard Filoche a expliqué la tactique des révolutionnaires face aux présidentielles.

SOUSCRIPTION



La campagne des révolutionnaires, la bataille du « QUOTIDIEN ROUGE », nécessitent de l'argent, beaucoup d'argent. Les révolutionnaires n'ont ni caisse noire, ni fonds secrets. Ils ne peuvent compter que sur le soutien financier des travailleurs et des sympathisants. Engageons la bataille financière après la bataille politique.

OBJECTIF:
500.000F

VOUS VERREZ LEURS BINETTES

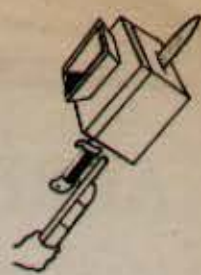


2500 participants jeudi soir à Toulouse au meeting du FCR. Daniel Bensaïd définit la politique des révolutionnaires face aux élections, après qu'un militant du Front des Soldats, Marins et Aviateurs Révolutionnaires ait expliqué ce que faisaient les crevures galonnées dans les casernes toulousaines.

1500 personnes dont de très nombreux travailleurs ont participé au meeting du FCR à Lyon, le 26, où sont intervenus A. Krivine et Djellali Kamel. A noter : l'attitude crapuleuse de la presse locale (Progrès-Dauphiné)

FRANCE-INTER

LUNDI 29	19 h 20	A. KRIVINE	(18 minutes)
MARDI 30	12 h 05	A. LAGUILLER	(8 minutes)
VENDREDI 3	19 h 20	A. KRIVINE A. LAGUILLER	(5 minutes) (5 minutes)
T.V. 1ère et 2ème CHAINES			
MARDI 30	13 h 05	A. KRIVINE	(18 minutes)
JEUDI 2	20 h 35	A. LAGUILLER	(9 minutes)
VENDREDI 3	20 h 35	A. KRIVINE A. LAGUILLER	(5 minutes) (5 minutes)



Le Front des Soldats, marins et aviateurs révolutionnaires publie un manifeste

"NOUS, APPELES DU CONTINGENT ET ENGAGES.."

Le 1er octobre 1972, à Paris, au terme d'une réunion clandestine regroupant des militants communistes militaires de carrière et appelés du contingent, était constitué le FSMAR.

Après 40 années d'abandon complet par le PCF de tout travail anti-militariste révolutionnaire à l'intérieur des enceintes militaires, la constitution du Front pouvait apparaître comme un acte symbolique, voire même dérisoire.

Pourtant, il semble que depuis cette date un chemin important a été parcouru. La présence renouvelée de militaires dans les meetings et les cortèges ouvriers (comme par exemple la délégation de soldats du 1er mai 73), etc., l'atteste.

Mais il semble évident que ces apparitions publiques du Front ne sont que la septième partie de l'iceberg. « Rouge » qui reçoit régulièrement une partie du matériel produit par le FSMAR, a fait souvent état de documents de propagande qui attestent d'une implantation en développement.

Nous avons reçu cette semaine un nouveau texte du FSMAR, un Manifeste, qui resitue, après plus d'un an et demi d'activité, les orientations et les tâches que se fixent les camarades « de l'intérieur ». Nous en reproduisons ici de très larges extraits.

NOUS, APPELES DU CONTINGENT ET ENGAGES...

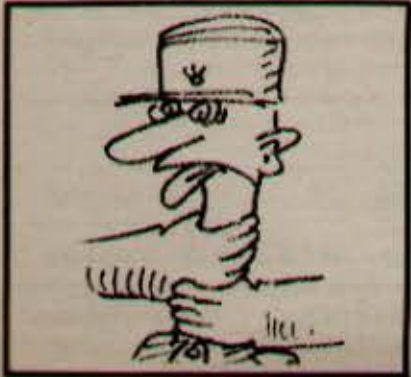
Nous, appelés du contingent et engagés soi-disant volontaires, n'avons en principe que deux droits : celui de nous taire et celui d'obéir.

Et pourtant ! Appelés : nous sommes incorporés, le plus souvent loin de notre domicile, à une date que nous n'avons pu choisir. Nous sommes maintenus dans un isolement que des permissions aléatoires ne nous permettent nullement de rompre. Un isolement d'autant moins supportable qu'il se combine à une misère à tous les niveaux. Misère économique due à la solde-aumône insultante dont on nous gratifie, qui est la seule ressource pour la plupart d'entre nous. Misère affective et sexuelle, puisque nous sommes séparés de tous nos proches et que nos relations sociales sont soumises aux lubies de la hiérarchie militaire. Misère idéologique car la même hiérarchie nous impose sans vergogne ses idéaux les plus réactionnaires, nous interdit de choisir nos sources d'information et fait du moindre exercice de la liberté d'expression une « atteinte au moral des armées », quand ce n'est pas une « incitation à la désobéissance » ! L'embrigadement forcé, avec son cortège de brimades et d'arbitraire, voilà notre lot !

Engagés : nous avons été trompés par les mensonges de la propagande militaire. Les incertitudes d'un moment : difficultés financières, problèmes familiaux, pressions diverses nous ont fait croire que l'armée pouvait momentanément apporter une solution à nos difficultés. On nous a fait miroiter dans les bureaux de recrutement la possibilité assurée d'une formation professionnelle. En fait, notre seule formation passe par le rôle de chien de garde du contingent, par l'exécution des basses œuvres de la hiérarchie.

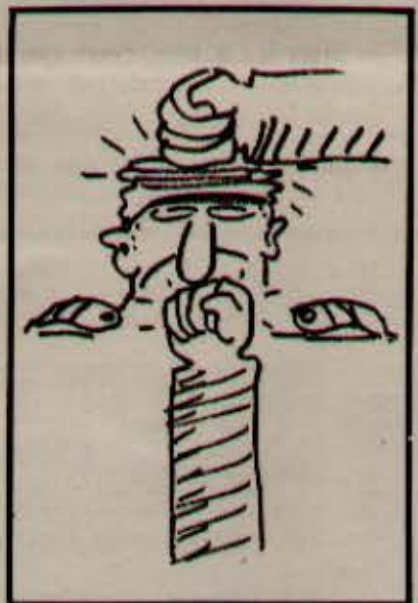
Se taire et obéir ? Alors que, par-delà la condition scandaleuse qui nous est faite et qui justifie à elle seule une lutte pied à pied, nous savons parfaitement que nous sommes malgré nous, compromis dans l'élément le plus important du dispositif répressif bourgeois.

Alors que l'armée dans laquelle



nous servons est une menace constante sur le mouvement ouvrier. Qu'elle brise les grèves. Qu'elle se consolide ouvertement - et avec quelle hâte ces derniers temps - en vue d'un affrontement avec les travailleurs. Et tout cela sous la houlette d'une caste de crapules galonnées, nostalgique de toutes les aventures fascistes.

Se taire et obéir ? Pour les plus conscients d'entre nous, pour les plus résolus, il ne saurait en être question. Et ce refus a pour nous un sens extrêmement précis. C'est en tant que TRAVAILLEURS SOUS L'UNIFORME que nous le posons, bien décidés à rester solidaires des combats que mène l'ensemble des travailleurs contre l'exploitation bourgeoise.



(...) C'est pour assumer pleinement nos tâches, dans une période où la classe ouvrière, la jeunesse, développent des luttes de plus en plus dures contre l'Etat bourgeois, que nous avons constitué, fin 1973, le FRONT DES SOLDATS, MARINS ET AVIATEURS REVOLUTIONNAIRES.

LE FSMAR MAINTENANT, POURQUOI ?

Le grand soulèvement de mai-juin 1968 a révélé crûment à la bourgeoisie les insuffisances de son appareil répressif :

- une police mal équipée, trop peu nombreuse, rapidement désarmée face à des formes de lutte auxquelles elle n'était nullement préparée ;
- une police que le doute tirailait et qui était parfois au bord de l'insubordination, qui supportait au plus mal un discrédit croissant de jour en jour, qui avait de surcroît de nombreuses revendications insatisfaites à opposer au pouvoir.

A un stade supérieur d'affrontement, il est évident qu'elle n'aurait pu faire face. L'armée apparaissait alors comme le dernier recours d'une bourgeoisie acculée. La question ne s'est pas posée d'une intervention militaire attaquant fronta-



lement le mouvement ouvrier-étudiant. Quelques manœuvres de chars dans la région parisienne, un voyage tragi-comique de De Gaulle à Baden, ce fut tout. Et ce fut suffisant. Ce n'est pas par cette intoxication débile que le mouvement a été vaincu, mais par la volonté des partis ouvriers réformistes de casser son développement.

L'armée, pour autant, était-elle prête à intervenir ? Elle était, à vrai dire, assez mal préparée :

- une armée mal remise des orages de la guerre d'Algérie, bouleversée et largement divisée par la reconversion nucléaire, mal assurée de ses orientations stratégiques. La caste des officiers était loin d'être un ensemble cohérent ;
- une armée mal équipée pour les tâches de maintien de l'ordre intérieur, d'autant plus que le choix nucléaire avait brimé budgétairement les forces d'intervention traditionnelles ;
- une armée flanquée d'un contingent aux réactions imprévisibles. La mise en place du Comité d'Action du RIMECA de Mutzig offrant l'exemple flagrant de ce que la hiérarchie pouvait craindre.

Telle était l'armée : un dernier rempart bien lézardé, plus inquiétant que rassurant. La bourgeoisie avait senti le sol trembler sous ses pas. Sa fraction la plus consciente, parfaitement lucide quant aux échéances que tôt ou tard le mouvement ouvrier lui imposerait, ne pouvait pas ne pas s'inquiéter du ravale-ment à mettre en œuvre. Il fallait préparer l'armée aux tâches qui seraient inévitablement les siennes : CELLES DE LA GUERRE CIVILE, celles de la lutte ouverte avec un mouvement ouvrier déterminé à en finir avec le vieux monde.

Et depuis 68, quel chemin parcouru !

L'intervention militaire n'est pas pour demain ? C'est vrai. C'est bien pour cela que le temps qui reste doit être mis à profit. (...)

POUR IMPOSER L'EXERCICE DES DROITS DEMOCRATIQUES

Nous ne saurions tolérer que les appelés soient durablement des citoyens de troisième zone, soumis à un embrigadement déshumanisant, intoxiqués par la propagande anti-ouvrière qui s'exprime de mille manières.

Dans les faits ou par le droit, nous saurons imposer les libertés d'information, d'expression, d'organisation des appelés.

Au premier rang des luttes des appelés, nous serons les inlassables propagandistes des revendications du contingent :

- libre choix du moment de l'incorporation entre 18 et 25 ans ;
- incorporation proche du domicile ;
- permissions hebdomadaires, quartiers libres quotidiens ;
- solde au SMIC ;
- réduction massive du temps

de service, limité au temps nécessaire à l'apprentissage réel des armes.

POUR DENONCER SANS RELACHE L'ORDRE DES CASERNES

L'armée prépare ses sales coups tapie derrière les hauts murs barbelés. C'est là qu'elle fait régner son ordre avant de l'imposer à la société tout entière. C'est là qu'elle tient la jeunesse à sa botte.

Cela, nous ne cesserons de le dénoncer. Mais surtout, par tous les moyens adéquats et de plus en plus, nous LUTTERONS :

- contre les sanctions « disciplinaires » qui permettent d'emprisonner un appelé pendant deux mois.

- contre les brimades, interdites en principe, mais qui sont quotidiennes sous des formes insidieuses

- contre l'endoctrinement systématique, contre l'anti-communisme qui situe toujours l'ennemi à l'Est, l'ennemi qui est « rouge » quand il n'est pas « Intérieur » ;

- contre la sécurité militaire, contre la prétendue « justice » militaire, ses camps et ses prisons dans lesquelles elle enferme les soldats

- contre le droit aux 7 % de pertes, ce droit au meurtre qui, quoi qu'en dise Galley, existe bien dans les faits. Qui peut nier que l'ARMEE A DROIT A AUTANT DE MORTS QU'ELLE LE VEUT ?

Au même titre, nous dénonçons sans relâche la militarisation de fait de nombreux secteurs économiques, la militarisation envisagée en cas de crise.

- Contre l'extension et la multiplication des camps militaires !

- Contre la politique de vente d'armes qui fait de la France le troisième pays marchand de canons au grand marché des gangsters internationaux.

POUR LUTTER CONTRE LA PREPARATION A LA GUERRE CIVILE

L'armée se rûde à ses tâches futures. Il s'agit d'habituer les cadres et la troupe à l'intervention contre le mouvement ouvrier. L'ARMEE BRISEUSE DE GREVES N'EST PAS UN MYTHE, mais une réalité déjà redoutable.

Contre l'armée briseuse de grèves, l'objectif est le refus d'obéissance collectif : LA GREVE AUX ARMEES !

POUR CONTRIBUER A L'ARMEMENT DU PROLETARIAT

Nous ne sommes pas des pacifistes. Nous savons parfaitement que la bourgeoisie défendra ses privilè-

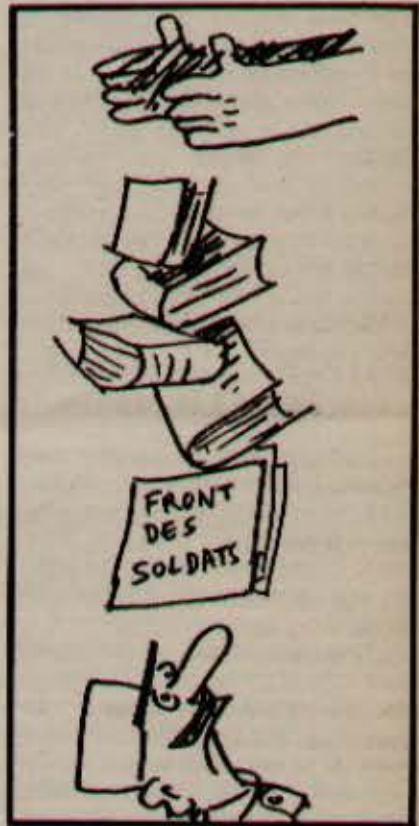


ges jusqu'aux dernières extrémités, qu'elle ne reculera devant aucun moyen pour briser les reins du mouvement ouvrier. Nous n'entendons nullement nous dérober devant les exigences de ce combat. Il sera violent et nous le mènerons.

C'est une des tâches des travailleurs sous l'uniforme que de profiter au maximum de la formation militaire, même restreinte, que les gradés sont forcés de dispenser. Tout en refusant la discipline imbécile et l'abrutissement qui accompagnent la formation au combat, telle que les crevures la conçoivent, eux pour qui nous ne sommes que de la chair à canon.

Nous revendiquons le droit, car c'en est un et FONDAMENTAL, de nous entraîner aux armes, y compris les plus modernes ; de pratiquer l'apprentissage de toutes les techniques de combat.

Le fusil qu'on nous donne, pour rappeler la formule de Lénine, nous le prenons et nous sommes bien décidés à le retourner un jour contre les exploitateurs et les sabre-peuple à leur solde.



CONTRE L'ARMEE DE GUERRE CIVILE : ARMEMENT DU PROLETARIAT

Le succès final de notre activité est lié à la capacité qu'auront les travailleurs à assumer la violence révolutionnaire qu'il faudra inévitablement opposer à la violence réactionnaire des chiens du capital.

Nous saluons ici les premières expériences d'AUTO-DEFENSE OUVRIERE, déjà expérimentées dans de multiples luttes. Ces expériences encore embryonnaires doivent être développées. Elles seront le seul recours face aux agressions des bandes armées, légales ou illégales (CDR, CFT et autres nazillons) que la bourgeoisie lance contre les travailleurs en lutte et contre les organisations ouvrières.

Piquets armés dans les entreprises, MILICES OUVRIERES offensives : c'est la détermination des travailleurs en lutte qui emportera en dernière instance la volonté des soldats. Les soldats ne se retourneront « contre leurs propres généraux » que s'il constataient chez les travailleurs insurgés la volonté de vaincre à tout prix.

Cette volonté, c'est à l'avant-garde ouvrière principalement de l'animer et de la stimuler.

La vigilante défense armée, l'armée rouge, dont les travailleurs auront besoin ne se construira pas sur les bases de l'armée bourgeoise, mais sur ses ruines.

APRES LE LOCK-OUT

La Bourse. Au centre d'une énorme salle. 63 patrons qui mènent le jeu : pour eux, il y a de la place, des sièges pour s'asseoir s'ils sont fatigués, et même, au milieu de l'enceinte, un petit tas de sable blanc, pour qu'ils puissent jeter leurs mégots... La Bourse, c'est aussi dans un petit amphithéâtre, 63 commis entassés debout, les yeux sans cesse sur des tableaux bardés de chiffres, travaillant au milieu de la fumée et des hurlements, dans une tension nerveuse permanente.

« TU N'ENTRES PAS ICI COMME CHEZ RENAULT »

La Bourse fait travailler 4000 personnes. Ceux de l'intérieur qui travaillent toute la journée dans des immeubles répartis aux alentours ; et les autres, qui partagent leur temps entre leur charge et les séances à la Bourse.

Le personnel qui travaille dans le « temple du capitalisme », n'a pas la même mentalité que dans l'industrie. « Tu sais, explique un militant syndical, tu ne rentres pas ici comme chez Renault ; tu rentres parce que tu connais Monsieur Untel à la Bourse. Ceux qui travaillent ici manient un tas de frie ; et au bout d'un moment — sauf si le gars qui rentre ici à des options bien arrêtées — beaucoup se laissent prendre au jeu et deviennent des « capitalistes sans ronds ». Je dis sans ronds » parce que si tu fais la moyenne de ce que t'as gagné dans l'année, ce n'est pas énorme. N'empêche que des gars ont l'impression d'être au-dessus des autres ».

A la Bourse, les syndicats existent de longue date : la CFTEC, par exemple est née en 1945. Mais ici le syndicalisme a des traits particuliers

SALAIRE A LA TÊTE DU CLIENT

La façon dont les commis sont rétribués est très particulière : ils touchent un fixe généralement assez bas (110-120.000 A.F., pour un débutant), auquel s'ajoute ce qu'on nomme une gratification, d'importance variable.

Pour comprendre ce que représente cette gratification, il faut savoir que les agents de change — les patrons — sont propriétaires à un ou plusieurs d'une charge, c'est-à-dire d'un capital qui fructifie en Bourse. C'est sur les bénéfices de cette charge qu'est prélevé ce qui revient à chacun :

— Ainsi, un patron touche chaque mois 500.000 F de fixe, 1 million de frais de représentation » (exemptés d'impôts) : la propriété de leur charge leur permet d'encaisser chaque année jusqu'à 30-40 % des bénéfices. Un patron peut faire une fois ou deux son capital dans l'année, (les bénéfices atteignent couramment entre 100 et 200 millions d'A.F.).

— Les commis, eux (ils sont une cinquantaine par charge), touchent une gratification variable qui constitue, jusqu'à 40-50 % du salaire fixe. Or, elle est donnée individuellement à chaque commis, accompagnée d'un laïus paternaliste dans le genre « Vous n'en parlez à personne, mais comme je suis content de vous, j'ai fait un effort... ». En payant ainsi à la « cote d'amour », les agents de change essaient de diviser au maximum les commis entre eux. Un exemple : l'année dernière, pour une même charge et pour un même travail, 3 commis de même qualification ont touché dans l'année comme gratification : l'un 700.000 A.F., l'autre 1.200.000, et le troisième 1.400.000 !

C'est à ce système totalement arbitraire que s'opposent les commis. Contre lui, ils ont avancé une revendication déjà ancienne qui est à la base du mouvement d'aujourd'hui : la contractualisation des gratifications. Expression compliquée qui signifie simplement l'exigence d'un pourcentage défini par un accord du montant des bénéfices, ou du chiffre d'affaires.

Revendication qui veut mettre fin au régime de « la tête du client » ; mais revendication ambiguë qui revient à exiger une sorte d'intéressement aux bénéfices, liant le sort des commis à celui du capital des patrons.

Elle traduit simplement le fait que la masse des employés de la Bourse acceptent le cadre du système existant dont ils vivent et que seule une infime minorité d'entre eux est prête à admettre que l'on puisse se battre pour une société socialiste où la Bourse serait définitivement supprimée...

6 JOURS DE GREVE, TROIS SEMAINES DE LOCK-OUT !

le mouvement a commencé le 28



Grévistes devant la Bourse le 26 avril

Christian Poulin

mars : pour la contractualisation des gratifications, pour la garantie du pouvoir d'achat et sa progression de 4 %. La forme de lutte choisie — moins coûteuse et pratiquement aussi efficace que la grève totale — était l'arrêt de cotation de 11 h 30 à 14 h 30, c'est-à-dire pendant les 3 heures où les agents de change font presque toutes leurs recettes. Au bout de 6 jours, les agents de change ont répondu par le lock-out : la Bourse fermée. C'était l'épreuve de force.

S'ils comptaient sur le lock-out pour démoraliser leurs employés, ils en ont été pour leurs frais. Le mouvement, très massif, s'organise : chaque jour se tient une assemblée générale qui dure une heure ou deux. Elle est très souvent suivie par des manifestations dynamiques qu'accompagnent des orchestres comme « La fille sans choeur » ou celui des Beaux-arts. Un sacré tonus !

Il n'y a pas de comité de grève : toutefois, des commissions ont été mises en place, qui regroupent des syndiqués et des non-syndiqués : commission presse, propagande, rédaction de tracts, affiches... Malgré la durée du lock-out, la participation au mouvement est active, depuis celui qui se lève à 5 h du matin pour aller couvrir le quartier d'affiches, en passant par ceux qui vendent des oeillets de solidarité, ou qui « annexent » le R.T.L.-non-stop

LA LEVEE DU LOCK-OUT

Les agents de change avaient d'abord fait un véritable chantage, demandant pour lever le lock-out l'assurance que les organisations syndicales « n'entraveront pas la bonne marche de la Bourse ». La fin du droit de grève en somme...

Ils ont finalement arrêté leur lock-out sans ce préalable, et rouvert les charges. C'est un recul incontestable. Mais c'est aussi pour eux sans doute un moyen de chercher à diviser le personnel, d'influencer les hésitants chez ceux de l'intérieur.

Demain doit être organisée une consultation de l'ensemble du personnel.

F.I.

NOUS N'ACCEPTONS PAS LA FERMETURE

Depuis plus de deux mois pour des indemnités de licenciement et pour la garantie de leur emploi, une trentaine de travailleurs de Darboy continuent à occuper leur usine, imprimant eux-mêmes les affiches, les tracts qui leur sont commandés et leur propre matériel de popularisation. « Le Quotidien Rouge » a interviewé un militant CGT de l'entreprise.

► Comment en êtes-vous arrivés à la remise en route ?

Au bout de 4 semaines, on a vu qu'il n'y avait aucune réponse des ministères et que notre lutte n'avait aucun impact. Alors, on s'est remis à rouler. Et du point de vue de la connaissance de notre lutte, ça nous a apporté beaucoup. L'ORTF s'est déplacée aussitôt, Europe 1 et France-Inter.

► Le fait qu'une partie de l'encadrement soit parti vous a-t-il amené des problèmes sur le plan technique ?

Non, parce qu'il restait suffisamment de monde à chaque poste, assez pour faire les plaques, le montage, la découpe. De toutes façons, les cadres surveillaient le boulot, signaient les bons, c'est tout. Et un conducteur sait si c'est bon ou pas sur la machine.

► Est-ce que vous avez défini des critères pour les clients ou est-ce que vous avez pris toutes les commandes ?

Nous, on a fait les prix et que les gens acceptent ou pas, il y a un problème pour la facturation. Pour le salaire, on a décidé le même pour tout le monde.

► Quel est le rôle de la lutte de Darboy dans une profession où les

boîtes ferment les uns après les autres ?

Quand on fermait une imprimerie, avant, il ne fallait rien dire, mais nous nous n'acceptons pas la fermeture. Si tout le monde faisait ça, ça les ferait peut-être réfléchir : on trouverait peut-être des solutions puisqu'on ne pense qu'à fermer sans s'occuper des ouvriers.

► Quels appuis avez-vous eu dans votre lutte ?

On a eu l'Union locale avec nous tout de suite. Le député s'est déplacé avec nous dans les ministères et la Mairie nous assure les repas de midi et du soir. Le syndicat du Livre a été assez mitigé au départ. Après ça, il a été obligé d'accepter notre lutte. Mais enfin, maintenant, ils sont avec nous. C'est normal : ils ne peuvent pas tellement approuver la remise en route des machines. En cas d'accident ça leur retomberait sur le dos.

► Le Tribunal a décidé l'expulsion de l'usine. Qu'est-ce que vous allez faire ?

Oui, on doit être expulsés le 6 mai. C'est le lendemain des élections ; alors je n'y crois pas tellement. La vente a été repoussée du 7 au 21. De toute façon, nous onreste. Il va falloir qu'ils nous vident et tant que nous n'aurons pas touché nos indemnités, nous on ne repartira pas.

► Et quels sont vos projets pour le 1^{er} mai ?

Nous allons défiler le matin à la première manifestation et puis nous allons l'après-midi à La Courneuve. On vendra du muguet en espérant qu'on nous l'achètera, ce qui nous permettra de tenir un peu plus longtemps.

ils ne respectent pas la trêve



CARAVELAIR ST NAZAIRE : LA LUTTE A PAYE

► Déjà, les travailleurs de la SMM avaient obtenu la semaine dernière d'être tous réembauchés par le groupe Garnier qui a racheté l'entreprise. C'est sur l'alignement de leurs salaires et de leurs avantages sociaux sur ceux de l'ensemble de la métallurgie nantaise que le patron a finalement cédé après 60 jours d'occupation. Vendredi à 96,5 % ils ont voté la reprise du travail.

LE MANS : GREVE CONTRE DES SUPPRESSIONS DE POSTES DANS L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

► Le vendredi 26 avril, les enseignants du CET Fumay au Mans font grève à l'appel de leurs syndicats SNETP-CGT, SGEN, FO et SNETAA (FEN) pour protester contre la suppression de 4 postes de professeurs. Le SGEN (CFDT) académique, de même que les groupes départementaux de l'Ecole Emancipée, appellent à la grève pour appuyer les luttes dans les CET et contre l'auxiliaire.

GRUPE D'ASSURANCES ANCIENNE MUTUELLE (ROUEN) : « NOTRE ASSURANCE, C'EST QUE SEUL LE COMBAT PAIERA ! »

► Depuis une semaine, les travailleurs du groupe Ancienne Mutuelle sont en lutte pour un salaire de base à 1300 F, 10 % d'augmentation, 5ème semaine de congés payés et paiement des jours de grève. La grève, massivement suivie, s'organise sur les lieux de travail : AG quotidiennes, commission de travail, à l'initiative de la CGT un comité de grève regroupe les travailleurs les plus combattifs. Par l'organisation démocratique de la lutte et sa popularisation intense à Rouen, la victoire est possible.

INTENTIONS DE VOTE DES SYNDIQUES

► Selon un sondage publié par « Le Point », Mitterrand recueillerait 82 % des intentions de vote des sympathisants de la CGT, 75 % de ceux de la FEN, 54 % seulement pour la CFDT et 48 % pour FO. Pour l'extrême-gauche, 3 % à la CGT et la CFDT.

élèves infirmières

LES « PETITES BLEUES » ÇA VA ETRE PAYANT

Des « stages » cet été, pour les élèves infirmières, 8 heures par jour, 40 h par semaine : un cadeau pour l'Assistance publique qui leur fera faire sans salaire, le boulot des infirmières parties en vacances, la goutte d'eau qui va déclencher la mobilisation des élèves infirmières. Depuis 15 jours, le ton monte. Le 25, elles manifestent pour le paiement des stages à temps complet.

Et elles se comptent : 40 écoles représentées, 40 % des élèves de la région parisienne. D'habitude, on ne se connaît pas d'école à école. Mieux, elles

mesurent à l'accueil de la population dans la rue l'efficacité de leurs mots d'ordre : « NOUS SOMMES MAL FORMÉES, VOUS SEREZ MAL SOIGNÉS ». « L'A.P. NOUS EXPLOITE, ELLE SE FOUT DES MALADES ».

L'assemblée générale va être explosive, ça part dans tous les sens, mais ça bouge ! Faut-il en rester à la revendication de départ, le paiement des stages à temps complet ? Mais parler aussi du statut bidon d'« élève » doté d'une aumône de 350 F, exiger un salaire pour

toute l'année puisque la formation d'infirmière implique 4 heures de travail par jour dans un hôpital ? Ou demander une indemnité pour l'année scolaire (600 à 800 F) et un salaire pour les stages d'été ? Le débat démarre sec.

Ça veut dire tout simplement qu'elles sont en train de s'organiser elles-mêmes et de s'unifier d'école à école.

Elles ont de 18 à 20 ans, le verbe vif. Elles sont agressives et résolues. Elles changent les « infirmières » ! Ça veut dire qu'elles vont faire changer beaucoup de choses.

Après la libération des prisonniers les travailleurs préparent le 1^{er} mai.

L'EXPLOSION

Depuis que les chars ont envahi la place du Rossio, la place du Commerce, haut-lieu de la finance et de la politique, les rues de LISBONNE n'ont cessé d'être parcourues par des groupes de jeunes, de vieux qui, tous ressentent au plus profond d'eux-mêmes la chute du salazarisme. Déjà, des militants, qui autrefois se cachaient, ont peinturluré, au grand jour, les visages des statues. D'immenses « SOCIALISME » ornent les murs de la capitale. L'impression dominante est celle d'une énergie contenue durant 48 ans, qui maintenant explose, débordant même les instigateurs militaires du putsch.

DES DRAPEAUX ROUGES

Car l'armée est présente partout. Les camions, remplis de soldats sillonnent la ville, acclamés par une foule qui voit en eux des libérateurs. Ceux-ci de temps en temps font des doigts le signe de la victoire.

SPINOLA, celui qui avait été surnommé le boucher de Guinée n'espérait sûrement pas autant d'enthousiasme populaire. Lorsque CAETANO et THOMAS ont été embarqués pour l'île de Madère, le général au monocle s'est vu ovationné aux cris de « A BAS LE FASCISME, VIVE SPINOLA », un hommage douloureux pour celui qui a combattu en volontaire la République Espagnole puis s'en est allé sur front de STALINGRAD aux côtés des nazis.

Aujourd'hui, les drapeaux rouges ont ressurgi des tiroirs. Pour la première fois, depuis l'arrivée au pouvoir du dictateur Salazar, les ouvriers expriment haut et fort leurs opinions politiques. Il a fallu la force de dissuasion des soldats pour empêcher la mise à sac des journaux fascistes et gouvernementaux. Les bureaux de la censure, par contre n'ont pas échappé à la vindicte des manifestants.

LA POLICE SECRETE AU SECRET

Mais ceux qui ont fait les frais de cette colère, oh, combien légitime, ce sont les agents de la PIDE, police secrète politique. Ils furent, durant des décennies les piliers du régime, arrêtant torturant sans pitié, ces chiens s'étaient faits haïr par l'ensemble des portugais. Présents dans les cafés, dans les rues, sur les places, jouant sur la délation, cette gestapo portugaise avait fini par acquérir une juste réputation de sauvagerie inouïe. En matière d'interrogatoire, sa spécialité était le supplice du sommeil. Durant des semaines, à coups de matraque, voire d'électricité, le suspect était maintenu éveillé. Au

bout de quelques jours, il s'en suivait des séquelles irréversibles, itelles la destruction des cellules du cerveau. Parfois, des détenus perdaient la raison. Omni-puissante dans le pays, la PIDE avait étendu ses ramifications dans toute l'Europe. Travaillant la main dans la main avec la police française, ses membres, le plus souvent militant de la CFT surveillaient les bidonvilles afin de les préserver de toute incursion communiste.

Inutile d'ajouter le fichage des déserteurs, très nombreux en France.

Aussi, ses agents furent-ils les premiers à être recherchés par les manifestants. Beaucoup de journalistes étaient présents lorsque, dans le centre de Lisbonne, deux de ces tortionnaires furent pris à partie et massivement lynchés. D'autres, dans la matinée de vendredi, se sont enfermés dans la prison de CAXIAS et menaçaient d'exécuter la centaine de prisonniers politiques qui s'y trouvaient. Ils ne se rendirent qu'aux forces armées craignant pour leur vie au cas où les manifestants leur mettraient la main dessus. 179 membres de la PIDE ont ainsi remplacé les prisonniers désormais libres dans les cellules. Néanmoins, deux cents d'entre eux parvenaient à s'enfuir de leur quartier général par des souterrains. Cette mise en cellule de la PIDE ressemble beaucoup plus à une protection qu'à une punition. En effet, dans l'état d'esprit actuel, les laisser libres serait les condamner à mort.

POUR LA PREMIERE FOIS

Sous la pression de la population, Spinola a dû accorder l'autorisation de manifester le 1^{er} mai. D'ores et déjà, les syndicats ont précisé leurs revendications parmi lesquelles se trouve le droit de grève. Les militants du PCP, libérés de la prison de Caxias, aussitôt interviewés par une meute de journalistes, ont précisé leurs espoirs de voir revenir la démocratie. Une vingtaine de syndicats de Lisbonne ont d'ores et déjà apporté leur soutien à Spinola, tandis que ce dernier, inquiet du déroulement de la situation précisait, à la radio, qu'il ne tolérerait pas le moindre désordre dans le pays. Une fois de plus, les staliniens et les réformistes baissent les bras devant la bourgeoisie alors que la situation actuelle offre des perspectives inouïes. Le 1^{er} mai promet d'être une manifestation immense et combative, laissant présager un approfondissement des luttes sociales dans un proche avenir.

LA QUESTION COLONIALE

Avant le coup d'Etat, deux lignes s'affrontaient au Portugal à propos de la question coloniale. Une aile ultra, représentée par Caetano, dont la ligne dure est en application depuis 13 ans. Elle défendait la politique de victoire militaire contre les mouvements de libération (MPLA, FRELIMO, PAIGC) en Angola, Mozambique et Guinée. Liée à l'exploitation de la main-d'œuvre africaine, au capital sud-africain, s'appuyant sur les colons blancs, cette fraction de la bourgeoisie a été d'échecs en échecs.

La guerre se prolonge depuis maintenant 13 ans en Angola, 12 ans en Guinée et 10 au Mozambique.

En Guinée, le PAIGC a libéré les 2/3 du territoire. Le 26 septembre dernier, il proclamait la création de la République de Guinée Bissau. Engageant une bataille sur le terrain diplomatique, cette république est reconnue par des dizaines de pays à travers le monde. Sur l'ensemble des territoires libérés sont organisés la réforme agraire, un début d'industrialisation, une scolarisation sans précédent de toute la population.

Au Mozambique, le FRELIMO ne cesse d'étendre son influence. Très implanté dans le Nord, il a commencé dernièrement des opérations dans le Sud du pays.

En Angola, 50 % du territoire et 20 % de la population ne subissent plus le joug portugais.

Cette lutte victorieuse des mouvements de libération a eu des retentissements énormes au Portugal. L'armée ne croit plus à l'idéal colonialiste, les sous-officiers et officiers subalternes connaissent l'amertume des vaincus. Mal payés, souvent au front, leur mécontentement s'est traduit par de multiples désertions.

L'économie a été sérieusement amputée par l'effort de guerre. 50 % du budget sert à l'entretien de l'armée. Lorsqu'on ajoute à cela l'état déplorable de l'économie intérieure portugaise, on peut comprendre les raisons de la prise du pouvoir par Spinola, qui s'appuie sur les secteurs dominants de la bourgeoisie et de l'impérialisme international (USA, France, RFA).

Les projets du nouveau dirigeant portugais sont simples :

- faire des concessions aux masses africaines des villes, peu organisées par les mouvements de libération ;

- y faire émerger une direction alternative aux révolutionnaires ;

- aller vers l'indépendance dans un cadre néo-colonial où les intérêts de la bourgeoisie portugaise et des impérialistes seraient sauvegardés.

Mais Spinola devra compter avec plusieurs facteurs :

- l'existence de milices civiles qui pourraient agir comme l'OAS au moment de la guerre d'Algérie, au cas où elles auraient peur de l'expulsion des territoires africains ;
- le peu de crédibilité des inter-

locuteurs qu'il pourrait trouver ;

- la possibilité d'intervention directe de l'Afrique du Sud ou de la Rhodésie dont les intérêts sont directement menacés ; en effet, les milieux économiques à Johannesburg déclaraient samedi que « l'activité maintenue des guerilleros entraînera un engagement direct des forces de sécurité rhodésiennes au Mozambique et en Angola » ;
- le développement du mouvement de masse et de ses revendications au Portugal même.

A avoir trop attendu dans l'impasse, la bourgeoisie risque de se retrouver dans une situation qui ne sera guère conforme à ses vœux.

R. BRESTAR

LE BOUCHER DE GUINEE



SPINOLA : libérateur du Portugal... C'est tout au moins ce qu'affirme la presse bourgeoise dans toute l'Europe. On l'a surnommé « l'aristocrate », « l'homme au monocle ». Cette légende cache une triste vérité. Engagé volontaire en Espagne, Spinola participe au massacre des Républicains, puis, resté sur sa faim, il va combattre avec les nazis à Stalingrad. Ensuite, il aura ses 12 années africaines. Durant cette période, les colonies portugaises vont connaître une intensification de la répression, surtout après 1968, lorsque Spinola deviendra commandant en chef pour la Guinée. Il est, entre autres crimes, responsable de l'assassinat d'Amílcar Cabral. Voilà un passé qui parle tout seul. Ce que Spinola a fait en Afrique, il peut le faire au Portugal.

TRAVAILLEURS PORTUGAIS !

Plus que jamais, il est important que vous affirmiez votre décision de continuer la lutte :

- Pour une amnistie totale des déserteurs et réfractaires
- Pour l'indépendance immédiate et inconditionnelle des colonies portugaises

- Contre les livraisons d'armes du gouvernement français aux colonialistes portugais.

Manifestez en masse le 1^{er} mai !

En participant notamment au défilé à Paris, à 10 heures, place de la République.

Ni Caetano, ni Spinola, en avant vers la révolution socialiste !

Pour le pouvoir aux travailleurs !

Combate Operario
FCR
LCI

ETHIOPIE : LE TRONE VACILLE

Devant la pression conjointe des forces de police et de l'armée, l'empereur Haïlé Sélassié a dû céder et accepter l'arrestation de toutes les personnalités de l'ancienne équipe gouvernementale. Dans un communiqué diffusé samedi matin, les forces armées proclament leur soutien total au gouvernement du premier ministre, M. Makonnen. D'autre part, l'armée et la police condamnent dans leur communiqué les mouvements de grève et demandent aux travailleurs de reprendre le travail.

Au sein même des forces armées et de la police, la situation est cependant loin d'être très claire. Il semble en effet que le « Comité » militaire qui, depuis le début de la crise, a été le fer de lance de la révolte, veuille obtenir la destitution et l'arrestation d'environ 200 officiers généraux et supérieurs, et que déjà plusieurs officiers supérieurs de la police aient été arrêtés par leurs hommes.

Confiné dans son palais, ayant perdu ses plus fidèles soutiens, l'empereur n'est plus en mesure de peser sur la situation. Il semble que le sort de l'Ethiopie ne dépende plus maintenant que de l'évolution du rapport de forces au sein même de l'armée et de la police. Cependant, personne n'a oublié les 200 000 manifestants qui, il y a tout

juste une semaine, traversèrent Addis-Abeba en criant : « Liberté, révolution ! Le pouvoir au peuple, pas à la famille impériale ! ».

CHILI : 11 CONDAMNATIONS A MORT

La junte militaire chilienne poursuit son inexorable entreprise de liquidation de tous ceux qui ont pu apporter leur soutien au gouvernement d'Unité Populaire. C'est ainsi que 5 militants du Parti Socialiste chilien viennent d'être condamnés à mort par le Conseil de Guerre de San Fernando, alors qu'au même moment dans la capitale 6 condamnations à mort étaient requises à l'encontre d'un colonel, de deux capitaines, de deux sergents et d'un soldat, accusés ainsi que 50 autres militaires de « trahison ». Le procureur a ensuite demandé les travaux forcés à perpétuité contre l'ancien président de la Banque d'Etat ainsi que 30 années de la même peine pour 5 autres accusés. Le reste des peines requises varie entre 540 jours de travaux forcés et 25 ans de réclusion.

Pendant ce temps, sur l'île Dawson, où sont détenues 29 personnalités du gouvernement Allende, dont Luis Corvalan, secrétaire général du Parti Communiste chilien, un autre conseil de guerre condamnait 47 personnes à des peines allant de 1 an de prison à la réclusion à perpétuité.

Pour tous les anti-fascistes, pour tous les militants ouvriers, le 1^{er} mai sera l'occasion de dénoncer à nouveau les nombreux crimes de la junte et d'affirmer notre solidarité avec le peuple chilien en lutte.

MAROC : NOUVEAU PROCES D'OPPOSANTS

Le Maroc s'est fait une réputation pour les procès politiques. Le roi-tyran ne supporte aucune opposition, même démocratique. A partir du 2 mai, 10 inculpés vont passer devant des juges dans un procès truqué. On ne connaît ni les noms, ni les chefs d'inculpation. Comme d'habitude, ils risquent la mort. Liberté pour les détenus politiques marocains.



aux quatre coins

PREMIER MAI : POUR L'UNIFICATION SYNDICALE

● En 1936, la CGT appelait les travailleurs à descendre dans la rue entre les deux tours des élections législatives. Pour « faire rendre gorge aux 200 familles », mais aussi pour que le monde du travail affirme son « unité reconstituée » un an plus tôt par l'unification syndicale conclue au congrès de Toulouse.

DE TOUTES MANIÈRES LE 1^{er} MAI EST UNE FÊTE ANARCHISTE, ALORS !



APPEL DE LA CGT POUR LE 1^{er} MAI 1936

« Proletaires des usines, travailleurs des champs, salariés du commerce, des banques, fonctionnaires, intellectuels, en participant à la manifestation du 1^{er} mai, vous démontrerez la puissance nouvelle du Monde du Travail qui affirme son **UNITÉ RECONSTITUÉE** »

« Il faut faire reculer la guerre, juguler les marchands de canons, pour que la paix triomphe définitivement. »

« Il faut en finir avec le chômage par l'application de la semaine de 40 heures, la prolongation de la scolarité, les congés payés, les contrats collectifs, etc. »

« Il faut vaincre les congrégations économiques, faire rendre gorge aux 200 familles omnipotentes en imposant le plan de rénovation économique et sociale de la CGT. »

« Travailleurs, dans l'enthousiasme du coude à coude désormais invincible, en avant ! »

Cette réunification syndicale avait stimulé la combativité ouvrière. Une seule classe, un seul syndicat ! Le parti communiste avançait même « un seul parti », c'est à dire la réunification avec le parti socialiste.

Préparant la victoire électorale, la fusion syndicale avait balayé les prétextes tactiques aux dérobades et aux louvolements, donné confiance aux militants en leur force. Le 1^{er} mai fournissait l'occasion d'affirmer cette force dans la rue et d'accélérer ainsi la dynamique électorale.

Aujourd'hui, alors que la CGT et la CFDT soutiennent la candidature de Mitterrand, alors qu'elles acceptent l'une et l'autre d'inscrire leur tactique respective dans le cadre tracé par cette candidature, s'engageant à un comportement « responsable » et « raisonnable » en cas de victoire électorale, rien ne s'opposerait à la fusion syndicale.

Une centrale unifiée où les divergences d'orientation trouveraient à s'exprimer et se confronter sous la forme de tendances démocratiquement reconnues, donnerait aux travailleurs une arme de défense et de combat plus efficace, plus forte.

Que ce problème ne soit même pas posé aujourd'hui par les dirigeants syndicaux révèle bien le fond de leurs intentions : ils se préparent davantage à jouer un rôle docile d'auxiliaires d'un gouvernement de gauche dans les entreprises qu'à une lutte résolue pour les revendications ouvrières. La caricature de 1^{er} mai, réduit à un simple meeting électoral, qu'ils proposent en est la preuve.

C'est pourquoi les révolutionnaires doivent inscrire à l'ordre du jour de leur 1^{er} mai, du 1^{er} mai de combat et d'espérance qu'ils entendent célébrer, le mot d'ordre d'unification syndicale avec droit de tendance.

COMMUNIQUE DE LA COORDINATION PARISIENNE DU MLAC 26 AVRIL 1974

► Le 1^{er} mai, fête internationale des travailleurs, c'est au coude à coude avec tous les travailleurs (...) que toutes celles et tous ceux qui combattent pour l'avortement et la contraception libres et remboursés manifesteront leur volonté d'en finir avec ce régime pourri.

Le 20 avril, à l'appel du MLAC, nous étions des milliers à manifester aux cris de « Elections ou pas, imposons nos droits ! ».

Le 1^{er} mai, c'est aux côtés de tous les exploités, tous les opprimés, que, dans la rue, nous manifesterons cette même détermination à vaincre.

A l'appel de 30 comités MLAC d'entreprise, de quartier, de faculté et de lycée (sur 35 comités présents) réunis en coordination parisienne, rejoignez massivement le cortège du MLAC !

Toutes et tous à la manifestation du 1^{er} mai à 10 heures, à la République.

Rendez-vous : 9 h 30, angle Boulevard Voltaire-place de la République.

APPEL

► Les organisations des nationalités opprimées, Parisko Euskal Sozialistue Komitez, Strollad Komunour Breizh, Esquerra Catalana dels Treballadors, Partitu Corsu pe u Socialismu, Lucha Occitana, appellent tous les Basques, Bretons,

Catalans, Corses, Occitans à manifester le 1^{er} mai à 10 heures place de la République aux côtés des travailleurs français et immigrés en lutte.

COMMUNIQUE A LA PRESSE

► La tendance révolutionnaire des CET qui regroupe les enseignants révolutionnaires des Collèges d'Enseignement Technique ne respectera pas la trêve électorale et manifesterà dans la rue, le 1^{er} mai, avec les travailleurs immigrés et les organisations révolutionnaires.

Rassemblement à 9 h 30 au métro Temple.

ANNONCE

► Le Sex-Pol du 11^{ème} appelle à la manifestation du 1^{er} mai les jeunes, les femmes, les homosexuel(le)s (...) et tous ceux qui en ont assez des sexualités normalisées.

LES TRAVAILLEURS DES FINANCES POUR UN 1^{er} MAI DE LUTTE

► C'est sous cette banderole que le Comité Chili, le Groupe Femmes, le Comité Libé, la Taupe Rouge appellent tous les travailleurs du Ministère des Finances (services extérieurs et administration centrale) à manifester dans la rue le 1^{er} mai.

Un rendez-vous est fixé à 9 h 30 à l'angle du boulevard Magenta et de la rue du Château d'Eau.

RATEAU

LES TRAVAILLEURS SE PRONONCENT CE MATIN

● C'est aujourd'hui que les travailleurs de Rateau auront à se prononcer sur le protocole d'accord proposé par la direction aux organisations syndicales. Dès maintenant, la CGT se déclare entièrement satisfaite : « Les travailleurs ont démantelé le plan de la CGE. Pour la première fois, une victoire est remportée contre les projets de démantèlement des patrons ».

A la CFDT, l'ambiance est loin d'être aussi enthousiaste. La section CFDT Rateau a voté à une très faible majorité les propositions avancées par la direction. Pourquoi cette réserve ? Un militant CFDT répond : « Il ne s'agit pas d'une réserve. Au niveau du plan industriel, avec la CGT, nous pensons qu'il s'agit d'une réelle victoire et qu'on a fait plier une direction intransigeante ; mais néanmoins, l'aspect social a été véritablement escamoté par la direction. Te rends-tu compte que nous avons discuté pendant 19 séances du plan industriel et qu'en une seule séance les problèmes sociaux ont été réglés ? Cela te montre à quel point les patrons se balancent comme de leur première chemise des travailleurs ».

Quel est ce compromis ?

— Sur le plan industriel :

Garantie du maintien de l'activité de l'entreprise au moins pendant 5 ans. Un montant global de 33 millions sera investi à partir de juin 74 au lieu de 1,8 million prévu au début du conflit. Pour la vente des terrains, gros recul : seule la chaudière sera liquidée.

— Aspect social :

Aucun licenciement. 205 ouvriers seront reclassés. 50 seront mutés dans l'entreprise sans formation particulière et dans des conditions équivalentes de classification et de rémunération. 35 travailleurs de plus de 60 ans partiront en pré-retraite avec 70 % de leur salaire, plus les indemnités de licenciement.

Là s'arrête le recul de la direction. Le reste n'est que mépris. Les salaires augmentent de 5 % avec un

mini de 80 F base 40 heures. Réduction d'1/2 heure pour le personnel travaillant en équipe, ce qui fait 42 h 30. En ce qui concerne le paiement des jours de grève : 1/2 mois de salaire comme avance sera proposé au personnel. Cette avance sera remboursable. Enfin, possibilité de faire des heures supplémentaires !!

Ceci explique la morosité de beaucoup de gars qui auraient aimé, après 3 mois de lutte, arracher davantage à la direction. Nul doute que pour les travailleurs cette première victoire ne constitue qu'une étape et qu'il faudra être vigilants pour éviter que la direction ne rogne les acquis de la lutte. D'autres luttes les attendent. En particulier dans le cadre d'une victoire de l'Union de la Gauche, une énorme mobilisation sera nécessaire pour imposer la nationalisation du trust CGE sans rachat ni indemnisation. Dès maintenant, cette perspective doit être mise à l'ordre du jour.

J. RAMO



FOTOLIE

encore
chaud



CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES : SOUTIEN AU PEUPLE CHILIEN

■ Jeudi 25 avril, le Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien de la CAF a organisé une journée de soutien à la lutte du peuple chilien, rappelant ainsi qu'il était toujours présent dans l'entreprise. Tracts, journaux, expositions photos, chants chiliens dans le hall du restaurant de l'entreprise ont rappelé aux employés qu'il n'y avait pas de trêve électorale pour le soutien aux travailleurs chiliens. De nombreux journaux et brochures ont été vendus et des groupes de discussion se sont formés. La lettre ouverte au candidat de la gauche fut au centre des débats qui se poursuivirent et se poursuivent encore. Quant à l'administration, elle a préféré ne pas intervenir devant l'écho que rencontraient les explications des militants. Une affaire à suivre...

O SORT CRUEL !

■ Le sort s'acharne. Après la Bérésina de Toulouse, la fatalité vient de frapper une nouvelle fois Jean Royer. Volant au secours de la morale en

danger, ses gardes du corps se hâtaient sur la route dans leur DS noire. Sirène et klaxon au vent, nos preux chevaliers grillent un feu rouge et c'est... patatras, le terrible accident d'où les malheureux sortent fortement contusionnés.

Et maintenant, qui va donc protéger Royer pendant ses conférences de presse ?

PETROLE : LES COMPAGNIES JOUENT ET GAGNENT

■ On savait déjà que la crise du pétrole de ce dernier semestre avait eu pour premier effet de déséquilibrer les budgets de tous les pays d'Europe et du Japon, de provoquer une sortie massive de devises, de rendre concurrentiels les puits qui ne l'étaient pas (particulièrement ceux détenus par les grands trusts dans le sous-sol atlantique et océanique) et surtout de rendre à l'économie américaine la place d'honneur qui avait bien failli lui échapper, un an auparavant. Somme toute, ce n'était déjà pas si mal.

Pourtant, comme vient de le relever la publication des bénéfices des compagnies pétrolières amé-

ricaines pour ce premier semestre 74, cela n'est pas tout. Les bénéfices des compagnies pétrolières font apparaître une hausse de 80 % en moyenne par rapport à l'année dernière.

Ainsi, en trois mois, les bénéfices des grandes compagnies ont augmenté plus vite que pendant toute l'année 73 où la progression était déjà spectaculaire. Selon certains analystes de Wall Street, la compagnie Exxon aurait ainsi réalisé un bénéfice supérieur à 1 milliard de dollars en trois mois, alors qu'il était de 2,44 milliards pour toute l'année 73. Soit une progression d'environ 200 %.

Aujourd'hui, les compagnies américaines réalisent sur chaque baril de pétrole brut importé du moyen-Orient et provenant de leur part de production, un bénéfice de 3,73 dollars au lieu de 79 cents en janvier 73. De là à dire que les compagnies américaines avaient tout intérêt à ce que les prix du pétrole brut augmentent et qu'elles s'y sont employées, il n'y a qu'un pas... D'autant que ces mêmes compagnies se sont assurées le contrôle de toutes les autres formes d'énergie dont il est possible de disposer. Pour s'assurer qu'une éventuelle reconversion énergétique ne pourrait se faire à leur dépens.

le quotidien
ROUGE

10, impasse Guéméné
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82

L'AVENIR GRAPHIQUE

Le directeur de publication :
Daniel Bensaïd